



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Annonce publique de la séance :  
le 28 janvier 2021

Convocation des conseillers :  
le 27 janvier 2021



## Délibération du Conseil Communal de la ville d'Esch-sur-Alzette

### Séance du 5 février 2021

**Présents :** Georges Mischo, Député-maire, Martin Kox, André Zwally, Pierre-Marc Knaff, Christian Weis, Echevins, Vera Spautz, Jean Tonnar, Daniel Codello, Mike Hansen, Luc Majerus, Bruno Cavaleiro, Mandy Ragni, Daliah Scholl, Line Wies, Jeff Dax, Luc Theisen, Catarina Simoes, Laurent Biltgen, Stéphane Biwer, Conseillers, Jean-Paul Espen, Secrétaire général

**Excusés :**

## Le Conseil Communal;

**Objet : 1.3.5. RIE - Réponses apportées à l'avis du Ministère de l'Environnement; décision**

Considérant que par sa délibération du 08 mars 2019 le conseil communal s'est déclaré d'accord pour lancer la procédure d'adoption du nouveau projet d'aménagement général (PAG) de la Ville d'Esch-sur-Alzette, parties écrite et graphique, et a chargé le collège des bourgmestre et échevins de procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Considérant que conformément à la directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001, transposée en droit luxembourgeois par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, tous les plans et programmes en matière d'aménagement du territoire susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, doivent faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale ;

Considérant que le projet de PAG ainsi que le rapport sur les incidences environnementales élaboré par les bureaux d'études Zeyen + Baumann et d'architecture et d'urbanisme a-a, en collaboration avec l'Administration de l'Architecte\_Division du Développement urbain et économique ont été soumis par courrier en date du 26 mars 2019 pour avis au Ministre de l'Environnement ;

Considérant que Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a émis son avis en date du 23 juillet 2019;

Vu les avis de la commission du développement urbain et du bâtiment, de la commission des infrastructures, de la mobilité et de l'accessibilité et de la commission des espaces verts du 03 février 2021 relatif au nouveau projet d'aménagement général de la Ville ;  
Vu l'avis de la Ministre de l'environnement du 23 juillet 2019 sur la délimitation de la zone verte, N/Réf : 88398 ;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins, après avoir analysé l'avis de Madame la Ministre, a soumis au conseil communal le résultat de cette analyse, ensemble avec toutes les pièces et les plans modifiés ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Sur la proposition du collège des bourgmestre et échevins, et après en avoir délibéré conformément à la loi communale, tel que modifiée, et la loi du 24 juin 2020, tel que modifiée, portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, tous les conseillers communaux assistant en présentiel à la séance du conseil communal, à l'exception du conseiller communal Mike Hansen, assistant par visioconférence à la séance du conseil communal,

**décide**  
**avec 11 voix oui et 8 voix non**

d'apporter aux objections soumises les réponses annexées ci-après, les conclusions à en tirer ayant été d'une part intégrées dans le projet d'aménagement général qui a été adapté en conséquence et d'autre part, des mesures sont à prendre avant l'élaboration des projets d'aménagement particuliers portant sur les terrains concernés.

en séance

date qu'en tête